

## "Le discours de Nigel Lawson - (1) Un coup de frein" dans Europe (31 janvier 1989)

**Légende:** Dans un éditorial du 31 janvier 1989, Emanuele Gazzo, directeur de l'Agence Europe à Bruxelles, critique la position adoptée par le Royaume-Uni à l'égard du projet d'union économique et monétaire (UEM) et reproche au gouvernement britannique de provoquer la rupture avec ses partenaires européens.

**Source:** Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. Riccardi, Lodovico ; Réd. Chef Riccardi, Ferdinando. 30-31.01.1989, n° 4944. Bruxelles.

**Copyright:** (c) Agence Europe S.A.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"le\\_discours\\_de\\_nigel\\_lawson\\_1\\_un\\_coup\\_de\\_frein"\\_dans\\_europe\\_31\\_janvier\\_1989-fr-023db6c2-af79-468d-b1fd-2ce46651dcbb.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 17/09/2012

## Le discours de Nigel Lawson - (1) Un coup de frein

Le discours prononcé le 25 janvier à la Chatham House par le Chancelier de l'Echiquier M.Nigel Lawson (cfr.EUROPE du 27/1, p.7) pourrait être le point de rupture entre le Royaume-Uni et ses partenaires au sujet de l'avenir de la Communauté Européenne en général, le prétexte spécifique et principal étant cette fois-ci le projet d'Union Economique et Monétaire.

La chose ne saurait surprendre. Après le Sommet de Rhodes, en commentant le bref passage consacré à l'Union Economique et Monétaire (pourtant assez anodin), nous écrivions (Ed. du 9/12/1988): "Le débat monétaire, avec ses implications institutionnelles, dominera la scène européenne dans les prochains mois". La rapidité par laquelle la Commission a riposté à M.Lawson est significative. Lors de la réunion informelle des Ministres des finances, qui se tiendra le 19 mai à Gerona, et du Conseil Européen de Madrid les 26 et 27 juin, chacun devra abattre son jeu (à moins que, comme certains le laissent entendre, le Royaume-Uni ne se dissocie préalablement, avec éclat, des travaux du Comité Delors qui doit déposer son rapport en avril).

Le débat monétaire ne peut pas être dissocié de celui, plus général, lancé par Mme Thatcher lors de son interview du 23/7 à la BBC (voir nos Editoriaux du 5 au 9 septembre), et surtout de son discours de Bruges du 20 septembre (Ed. du 21/9). Jusqu'à il y a quelque temps, il était permis de faire de l'"understatement" en parlant d'un "malentendu" qu'un débat ouvert aurait pu dissiper. Cela malgré la dureté de la position de Mme Thatcher, excluant toute possibilité de "pooling" des souverainetés; son manichéisme, divisant les Européens en pragmatistes et visionnaires; son mépris des institutions européennes, accusées de bureaucratisme irresponsable. Nous avons souhaité, à l'époque, que les déclarations de Mme Thatcher permettent d'ouvrir un débat qui aurait pu aboutir, lors du Sommet de Rhodes, à une franche confrontation d'idées entre les douze chefs d'Etat ou de Gouvernement, particulièrement nécessaire après les décisions prises au Sommet de Hanovre et à l'occasion de la discussion du rapport de la Commission à mi-parcours vers l'échéance de 1992. Il fallait surtout éviter que le R.-U. puisse accuser ses partenaires de vouloir avancer "de manière sournoise" sur la voie qui aboutirait à des solutions de type fédéral, que le Royaume-Uni refuse a priori.

En réalité, l'un après l'autre, et avec des accents différents (le premier ayant été M.Wilfried Martens, le 29 septembre), les Chefs de Gouvernement des autres pays membres avaient confirmé leur engagement à réaliser l'Union Européenne, celle-ci n'étant pas quelque chose de "vague" mais constituant la dimension politique et institutionnelle de l'espace européen. En outre, les leaders démocrates-chrétiens des pays de la Communauté, réunis à Bruxelles le 19 octobre dans le cadre du Parti Populaire Européen, adoptaient les grandes lignes du programme d'action pour les élections européennes, dans lequel il est précisé que la tâche principale de la prochaine législature sera de transformer la Communauté en Union Européenne, de réformer le système institutionnel conformément au projet (Spinelli) de 1984 et de réaliser progressivement les Etats-Unis d'Europe. Dans ce climat plutôt surchauffé, le Chef du Foreign Office Sir Geoffrey Howe demandait à ses collègues qu'en arrêtant le programme du Sommet de Rhodes, on évite de soulever des problèmes de principe, en établissant un agenda de profil bas, plutôt que d'exacerber les divergences sur l'avenir de l'Europe, éclatées après Bruges. Le climat détendu de Rhodes n'empêcha cependant pas au Conseil Européen de déclarer qu'il attachait "une importance toute particulière aux travaux entrepris, à sa demande, par le Comité Delors sur les étapes concrètes devant mener à l'UEM et aux conclusions qu'il conviendra d'en tirer lors du prochain Conseil Européen à Madrid". M.Delors, dans son discours d'investiture devant le P.E., donnait quelques indications supplémentaires sur les progrès réalisés dans ce domaine. Il y en avait assez pour susciter une réaction, clairement annoncée, par ailleurs, par l'article "Conspiracy of silence" de Ronald Butt, publié dans le Times du 19 janvier. Il fallait donner un coup de frein énergique, avant que ce ne soit trop tard: M.Nigel Lawson a donc poussé sur la pédale, de manière à ne laisser planer aucun doute sur les intentions de Londres.

(à suivre)

Emanuele Gazzo.